

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/394

G/SCM/W/404

7 mai 1996

(96-1787)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais/espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS DES ETATS-UNIS¹ CONCERNANT LA
NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE
PAR LE PEROU² AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5
ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Pérou a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 avril 1996.

1. Existe-t-il au Pérou des lois antidumping et des lois en matière de droits compensateurs qui avaient été promulguées avant l'entrée en vigueur des accords issus du Cycle d'Uruguay et qui n'ont pas été abrogées?

Aux termes de la Décision législative n° 26407 de l'Assemblée constituante démocratique de la République du Pérou, publiée au Journal officiel "El Peruano" le 18 décembre 1994 et en vigueur depuis le 1er janvier 1995, le Pérou a adopté l'Accord instituant l'OMC et les accords multilatéraux repris dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay.

La législation péruvienne en matière de dumping et de subventions qui existait avant l'entrée en vigueur de la Décision législative n° 26407 figure dans les textes énumérés ci-après, lesquels ont été notifiés en temps voulu au Secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT):

- Décret législatif n° 668
- Décret suprême n° 133-91-EF
- Décret suprême n° 277-91-EF
- Décret suprême n° 51-92-EF
- Décret-loi n° 25868 (INDECOPI)
- Décret suprême n° 25-93-ITINCI
- Décret suprême n° 009-93-ITINCI

¹G/ADP/W/245-G/SCM/W/255.

²G/ADP/N/1/PER/1 et G/SCM/N/1/PER/1.

Par ailleurs, aux termes du Décret suprême n° 001-94-ITINCI (remplaçant le Décret suprême n° 009-93-ITINCI), le Pérou a approuvé la mise à jour du Recueil unique de procédures administratives (TUPA) de l'INDECOPI, lequel est en cours de notification à l'OMC.

A l'entrée en vigueur de la Décision législative n° 26407, tous les textes susmentionnés n'ont pas été abrogés, et par conséquent leurs dispositions continuent de s'appliquer dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux Accords de l'OMC sur le dumping et les subventions.

En conséquence, la législation nationale antérieure à la Décision législative n° 26407 est appliquée à titre supplétif pour régler les cas de dumping et de subventions, dans la mesure où elle n'est pas contraire aux dispositions des Accords de l'OMC.

Le Pérou travaille actuellement à l'élaboration d'un projet de Décret suprême visant à assurer au niveau des procédures administratives le plein respect des Accords sur le dumping et les subventions approuvés par l'Assemblée constituante démocratique de la République du Pérou.

2. Quel est le statut des lois antidumping andines?

Les règles supranationales andines concernant le dumping et les subventions figurent au chapitre VIII du Traité international portant création de l'Accord de Carthagène et dans la Décision n° 283 approuvée par la Commission de l'Accord de Carthagène.

Ces règles sont actuellement en vigueur et lient le Pérou à l'égard des autres membres de l'Accord de Carthagène.

Le Conseil de l'Accord de Carthagène est l'organe chargé d'appliquer les règles andines relatives au dumping et aux subventions.

Cette législation est appliquée dans la mesure où elle n'est pas contraire aux dispositions des Accords de l'OMC sur le dumping et les subventions.